



## **Syrie : de l'effondrement du régime des Assad à la République islamique**

Mots clés : Syrie, conflit, Moyen-Orient, alaouite, kurde, jihad, islamisme, Hezbollah, Israël, al-Charaa

Key words : Syria, conflict, Middle-East, Alawite, Kurd, Jihad, Islamism, Hezbollah, Israel, al-Sharaa

Le 8 décembre 2024, Bachar al-Assad a fui en Russie, abandonnant le pouvoir à Ahmad al-Charaa, le chef du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham, qui contrôlait la région d'Idleb. Il a fallu seulement 12 jours à l'opposition pour renverser le régime épuisé d'Assad, qui ne tenait que grâce aux 50 000 miliciens chiites fournis par l'Iran, à l'appui aérien russe et à l'aide économique substantielle de la République islamique. Cette dernière voulait à tout prix conserver le pont terrestre qu'elle avait établi patiemment entre le Téhéran et la Méditerranée<sup>1</sup>, ce qui lui permettait de ravitailler en arme son bras armé au Liban, le Hezbollah, et ainsi de menacer directement Israël. La stratégie de l'Iran, qui se croisait avec celle de la Russie, qui cherchait une base navale en Méditerranée orientale, a fonctionné jusqu'à ce qu'Israël décide de le briser après l'horrible attentat du 7 octobre 2023. La géopolitique régionale a donc joué un rôle majeur dans l'effondrement du régime de Bachar al-Assad, mais il ne faut pas négliger les dynamiques internes qui ont conduit à la révolte de 2011 et ensuite à son incapacité à reconstruire un pacte social avec la population. Avant de se pencher sur les relations internationales, il est essentiel d'analyser en profondeur la situation interne. Le communautarisme et la démographie galopante apparaissent comme la vague de fond qui a

---

<sup>1</sup> Fabrice Balanche, *From the Iranian Corridor to the Shia Crescent*, Hoover Institution Press, 17 out 2018

affaibli un régime incapable de faire face aux principaux défis économiques et sociaux du pays. De plus, les treize années de guerre civile ont profondément transformé la société syrienne.

### **Le mal développement conduit à une inévitable crise politique**

Le 31 janvier 2011, une centaine de manifestants syriens se rassemblaient paisiblement sur la place Arnous à Damas. Ils étaient silencieux, portaient des bougies et brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire simplement « *na'am al houryé* » (oui à la liberté). Le choix du lieu était habile : une petite place à la fin de l'avenue commerçante de Salhyeh, devant la statue d'Hafez el-Assad. Le slogan était ironique, car, lorsqu'on dit « *na'am* » en Syrie c'est lors du plébiscite présidentiel qui vise à reconduire le raïs pour un nouveau mandat de 7 ans, avec des scores dignes de l'Union Soviétique. Des centaines de policiers, tant en uniforme qu'en civil, encerclaient ces protestataires, dans le but de décourager les badauds de les rejoindre.

Malgré ses déclarations rassurantes au *Washington Post* en décembre 2010<sup>2</sup>, Bachar el Assad savait qu'il n'était pas à l'abri d'une contagion révolutionnaire. En effet, les Syriens avaient pu suivre en direct sur les chaînes panarabes, saoudienne et qatarienne, les événements révolutionnaires de Tunisie et d'Égypte en hiver 2010-2011. Le feu couvait et il a suffi d'une étincelle, en mars 2011, pour mettre le feu aux poudres : l'arrestation d'une douzaine d'adolescents à Deraa, torturés et emprisonnés durant trois semaines, pour avoir écrit sur le mur de leur école des slogans anti-régime. La maladresse des services de renseignement (*moukhabarat*) de Deraa dans la gestion de l'affaire a conduit à la révolte de la ville de Deraa et de la province du Hauran avant qu'elle ne se propage dans le reste du pays. La réponse de Bachar el Assad fut maladroite. Dans un discours au parlement, le 30 mars 2011, il résuma la révolte à un complot organisé de l'étranger. Le 25 mars 2011, Yusuf al Qaradawi, un des principaux idéologues égyptiens des Frères Musulmans, réfugié au Qatar depuis les années 1980, déclara dans son émission hebdomadaire, *ash-Shariah wal-Hayat*<sup>3</sup>, sur Al Jezira : « Aujourd'hui le train de la révolution arabe s'était arrêté à une station, il s'agit de la station syrienne. La Syrie ne peut pas rester en dehors de l'histoire de communauté arabe »<sup>4</sup>. Ce

---

<sup>2</sup> « Bachar al-Assad denies crackdown in exclusive interview with Barbara Walters », *Washington Post*, 7th December 2011. [http://www.washingtonpost.com/blogs/blogpost/post/Bachar-assad-denies-crackdown-in-exclusive-interview-with-barbara-walters/2011/12/07/gIQAR9CEcO\\_blog.html](http://www.washingtonpost.com/blogs/blogpost/post/Bachar-assad-denies-crackdown-in-exclusive-interview-with-barbara-walters/2011/12/07/gIQAR9CEcO_blog.html)

<sup>3</sup> « La loi islamique et la vie », regardées par 60 millions de personnes dans tout le monde arabe

<sup>4</sup> Al Jezira, le 25 mars 2011.

discours fut considéré comme une déclaration de guerre de la part du Qatar et des Frères Musulmans.

À ce stade de la crise, nous étions bel et bien engagés dans un processus révolutionnaire comparable à celui de l'Égypte et de la Tunisie. Depuis, cependant, le conflit a pris une tournure différente, glissant vers une logique de guerre civile, avec des tendances communautaristes, en raison de la nature du régime et de l'organisation de la société syrienne.

### *La révolte provient des périphéries*

La politique d'aménagement du territoire et de développement initiée par le régime baasiste a été remise en question à la fin des années 1980. Elle a finalement été abandonnée sous la présidence de Bachar el-Assad, qui s'est concentré sur l'ouverture économique et la libéralisation pour attirer les investissements étrangers, notamment ceux du Golfe. Il ne s'est pas préoccupé de la montée des tensions sociales, si ce n'est que par quelques mesures marginales, comme une allocation destinée à l'achat du fuel domestique pour les plus modestes en 2008<sup>5</sup>. Un accord de libre-échange avec la Turquie, conclu en 2008, a fait chuter l'industrie manufacturière syrienne, qui n'a pas été en mesure de rivaliser avec celle de la Turquie. Entre 2007 et 2010, la sécheresse a causé une grave crise dans les campagnes céréalières du nord-est du pays, où la population a dû migrer massivement vers les grandes villes syriennes. Le développement de l'infrastructure hôtelière a cependant permis au tourisme de connaître une forte croissance. Fort de ce succès, Bachar el Assad affirma qu'il s'agissait du nouveau pétrole de Syrie, et qu'il allait permettre de créer deux millions d'emplois à l'horizon 2020. Cette annonce visait à redonner espoir à des millions de jeunes, diplômés ou non, qui sont exclus du marché du travail. La politique de réforme économique, qui devait notamment créer des emplois, n'a pas atteint les résultats escomptés. Elle a même produit l'effet inverse, s'opposant à la volonté générale et exacerbant la colère populaire.

À Deraa, la brutalité de la répression contre la population et la morgue avec laquelle les autorités traitèrent les notables venus demander la libération des enfants emprisonnés mirent le feu aux poudres dans toute la province. Pourtant, Deraa n'avait pas la réputation d'être une région

---

<sup>5</sup> En 2008, le régime a multiplié par trois le prix du fuel, passant de 6 LS à 18 LS le litre. Le fuel était jusque-là largement subventionné, ce qui grevait les finances de l'État. Mais la vérité des prix fut insupportable pour la majorité de la population.

rebelle par nature, contrairement au Jebel Druze (province de Soueida), qui, lui, n'a pas rejoint le mouvement. La population rurale de Deraa a bénéficié de la réforme agraire dans les années 1960 et 1970. Les investissements dans les services publics ont considérablement amélioré le niveau de vie de la population agricole, qui était auparavant exploitée dans les latifundia. La diffusion de l'enseignement permit la promotion de la jeunesse rurale par l'appareil d'État. Les promotions administratives, qui se caractérisaient par des investissements publics massifs et la création de nombreux emplois dans le secteur public, ont transformé plusieurs villes en véritables cités : Dael, Tafila, Sanamaïn, qui sont devenues tristement célèbres par l'ampleur de la répression qu'elles subirent. Cette époque est révolue depuis près de vingt ans, mais l'inertie du système a permis de maintenir les dividendes de cette politique égalitariste durant la décennie 1990. En revanche, dans les années 2000, les canaux de financements se sont asséchés, la nouvelle génération de dirigeants, s'est plus préoccupée de profiter d'une libéralisation économique, qui battait son plein avec Bachar el Assad, que de nourrir le système clientéliste qui soutenait le régime à travers la politique de développement. Les héritiers ont toujours du mal à comprendre que le système légué par le père fondateur n'est pas immuable et doit être entretenu. Bachar el-Assad n'a pas réussi à réformer une administration fossilisée et corrompue. La semi-libéralisation économique n'a pas réussi à créer les emplois nécessaires pour absorber le chômage massif que génère naturellement une croissance démographique non maîtrisée<sup>6</sup>.

L'étincelle est venue de Deraa. Elle s'est ensuite rapidement propagée dans les quartiers populaires de Damas, de Baniyas et de Lattaquié. Dans ces deux dernières villes, seuls les quartiers sunnites se sont soulevés, tandis que les quartiers alaouites ont été épargnés. De nombreux jeunes ont même rejoint les milices pro-régime pour réprimer les manifestations. À Damas, ce sont également les quartiers sunnites et populaires de la banlieue qui se soulèvent. Les quartiers centraux, habités par des classes sociales moyennes et supérieures, sont épargnés par les troubles. De même, les banlieues alaouites, druzes et chrétiennes, bien que leur niveau de vie soit comparable à celui des sunnites, bénéficient d'un meilleur accès à la fonction publique, ce qui leur assure une certaine stabilité matérielle. Les clivages sociaux et confessionnels séparent les opposants des partisans du régime, et à mesure que le conflit

---

<sup>6</sup> La population syrienne a doublé à chaque génération entre 1945 et 1990. Depuis, la croissance a légèrement ralenti, mais elle conserve un taux de 2,5% par an, ce qui provoque un doublement après 30 ans. Balanche Fabrice, « La population syrienne : une bombe à retardement », *Al Bank Wa Al Mustathmer* (La Banque et l'investissement), Beyrouth (en arabe), avril 2003.

s'installe dans la durée, avec son cortège de violences, les solidarités communautaires tendent à prendre le pas sur le social et le politique<sup>7</sup>.

### *Des réponses économiques inadaptées à la crise*

Dès les premiers mois du soulèvement, Bachar el-Assad a pris des mesures pour tenter d'éteindre l'incendie qui menaçait de le consumer. Par exemple, il a augmenté le salaire des fonctionnaires de 30 %. Une telle décision était, par le passé, très bien accueillie par les bénéficiaires, mais aussi par le secteur privé, car elle stimulait immédiatement la consommation, puisque la moitié de la main-d'œuvre est employée par l'État. Cependant, malgré la libéralisation économique et la stagnation des emplois publics pendant une décennie, cette mesure n'a pas réussi à régler le problème du chômage de masse ni à améliorer la situation des millions de personnes travaillant dans le secteur informel, exposées aux descentes de police et au racket quotidien. L'augmentation du salaire des fonctionnaires a même été prise pour une provocation par les laissés pour compte qui ont accusé le régime de favoriser une fois de plus les alaouites, très investis dans le secteur étatique. À Baniyas, petite ville côtière qui est un haut-lieu de la contestation, les manifestants ont réclamé la création de 2000 postes pour la population sunnite dans la raffinerie et la centrale électrique, les deux principaux employeurs de la région, mais qui sont des fiefs alaouites. La plupart des campagnes et des petites villes qui rejoignirent la contestation contre le régime (Deraa, Rastan, Idleb, Tel Bisseh, etc.) étaient confrontées à une crise agricole et à un désinvestissement de l'État, ce qui entraînait une augmentation de la population. Par conséquent, les demandes d'emplois publics étaient très fortes.

L'accès à l'eau constituait également un sujet de mécontentement. En effet, les quatre dernières années de sécheresse (2007-2010) contraignirent le gouvernement à interdire la construction de nouveaux puits et à fermer plusieurs puits illégaux, ce qui a ruiné plusieurs agriculteurs. Bien sûr cette mesure n'était pas appliquée partout avec la même diligence, en fonction de la corruption et des réseaux clientélistes. Dans la vallée du Ghab, en principe irriguée par un vaste réseau public, le débit de l'Oronte ne permettait plus d'irriguer les terres en été. La direction de l'irrigation de la vallée du Ghab, dirigé par un cousin de Bachar el Assad, laissait les agriculteurs alaouites creuser des puits tandis que les villages sunnites sont soumis à plus de restriction<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> Balanche Fabrice, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre Terre*, n°27, Septembre 2011.

<sup>8</sup> Enquête personnelle, janvier 2011.

Pour économiser l'eau, le gouvernement avait lancé un vaste plan de modernisation des techniques d'irrigation en 2005, mais la gestion bureaucratique et la corruption ne donnaient pas des résultats convaincants. Il n'avait pas de plan sérieux pour rationaliser la gestion des ressources en eau pour l'agriculture, mais également pour l'alimentation domestique<sup>9</sup>.

La croissance démographique galopante provoqua une crise du logement accentuée par l'incurie en matière d'urbanisme. L'accès au logement légal était difficile, en raison de l'absence de crédit immobilier, pour tous ceux qui ne pouvaient justifier de revenus fixes, c'est-à-dire les non-fonctionnaires. Cela rejetait dans l'informalité la majorité de la population syrienne. Depuis 1990, les surfaces occupées par l'informel avaient décuplé : 30% de la population de Damas et 40% de celle d'Alep résidaient dans l'informel en 2011<sup>10</sup>. De vastes banlieues sans infrastructures publiques, partiellement alimentées en eau, s'étaient développées autour de la capitale. Elles étaient le fruit d'un exode rural massif, mais aussi du déclassement des classes moyennes citadines, rejetées en périphérie par l'envolée du marché immobilier. Devant l'extension anarchique des quartiers informels sur les terres agricoles de la Ghouta (oasis de Damas), l'État tenta d'appliquer des mesures coercitives. Elles se traduisirent concrètement par une augmentation des pots-de-vin pour passer outre. Il faut souligner que l'exigence d'un toit est d'autant plus importante en Syrie, que cela représente la condition sine qua non pour pouvoir se marier : l'homme n'est considéré comme prêt à recevoir son épouse que lorsqu'il est en mesure « d'ouvrir une maison ». Or, être condamné à rester célibataire, cela signifie faire abstinence, car les relations hors mariages sont strictement prohibées, qui plus est dans les milieux sunnites populaires des banlieues de Damas. Si nous recourons à des analyses freudiennes, nous pouvons en déduire que l'augmentation du célibat masculin en Syrie est un facteur de tensions supplémentaires.

En 2011, le régime s'est empressé de lever les contrôles sur les constructions informelles pour tenter de désamorcer la crise dans les banlieues. La construction de logements a ainsi détourné une partie des jeunes Syriens des manifestations. Mais cela ne représentait qu'une solution provisoire à la crise du logement et plus généralement au malaise social qui régnait en Syrie. D'une part le régime baathiste bradait les ressources naturelles pour surmonter la crise, d'autre part, tous ces problèmes étaient le résultat d'un système politique inadapté qui n'offrait aucune

---

<sup>9</sup> Balanche Fabrice : « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », *Maghreb-Machrek*, septembre 2008.

<sup>10</sup> Balanche Fabrice : « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État », *Revue de géographie de l'Est*, octobre 2010.

perspective à la majeure partie de la population. La politique économique de Bachar el Assad n'a fait qu'accentuer les difficultés héritées d'une économie dirigiste à bout de souffle. Quant aux aspirations démocratiques, elles ne furent jamais prises en compte.

### **La guerre civile communautaire s'installe**

Le fait que les manifestations se déroulaient massivement dans les zones sunnites, tandis que les alaouites et autres minorités confessionnelles eurent plutôt tendance à montrer leur soutien au régime témoignait d'une différence de mobilisation entre les communautés. La nature de la société syrienne et du régime, noyauté par des alaouites, expliquait évidemment ce phénomène. La majorité des Syriens possédaient des griefs contre le système politique, mais la solidarité communautaire les faisait basculer dans l'un ou l'autre camp. La militarisation du conflit accentua le phénomène au fil des mois, puisque l'amalgame entre appartenance communautaire et politique devenait caricatural. Comment pourrait-il en être autrement au Proche-Orient ? Le Liban et l'Irak sont victimes du même phénomène communautariste.

La ville de Homs est un parfait exemple de la dérive communautaire qui a marqué le conflit syrien dès le début. La troisième agglomération de Syrie en 2011 (800,000 habitants) était peuplée par une majorité sunnite (65%), des alaouites (25%), des chrétiens (moins de 10%) et quelques milliers de chiites duodécimains. Dès le printemps 2011, des manifestations de grande ampleur se déroulèrent à Homs avec une apothéose durant le Ramadan. Puis le conflit s'est envenimé : répression et militarisation de l'opposition. Les rebelles de l'Armée Syrienne Libre (ASL) s'emparèrent de plusieurs quartiers, dont celui de Bab Amer. Ce dernier était d'un grand intérêt stratégique, car il était spécialisé dans la contrebande avec le Liban, ce qui représentait un énorme avantage pour les rebelles qui pouvaient ainsi recevoir une aide logistique<sup>11</sup>. En janvier 2012, l'armée syrienne ne contrôlait plus que les quartiers chrétiens, alaouites et El Waar, soit la moitié de la ville seulement. Les enlèvements et les assassinats communautaires se multiplièrent obligeant de nombreuses familles chrétiennes et alaouites à fuir la ville pour Damas, Tartous<sup>12</sup> ou leurs villages d'origine en Syrie centrale ou dans la région côtière. Le Wadi

---

<sup>11</sup> Des tunnels de plusieurs kilomètres relient le quartier de Bab Amer avec la campagne. Ils furent utilisés pour ravitailler le quartier en armes et munition. Les rebelles ont pu également s'échapper par les tunnels lors de l'assaut donné par l'armée syrienne en février 2012. <http://www.lefigaro.fr/mon-figaro/2012/03/02/10001-20120302ARTFIG00651-comment-edith-bouvier-a-survecu-a-l-enfer-de-homs.php>

<sup>12</sup> Le flux de réfugiés de Homs à Tartous est particulièrement important, au point que la partie sud de la ville, où ils se concentrent, s'appelle aujourd'hui « Homs Jdid » (le nouvel Homs).

Nasara, la vallée des chrétiens, où se trouve le couvent Saint-Georges, lieu d'estivage traditionnel des Homsites, devint le refuge de milliers de familles qui n'avaient pas réintégré Homs. Les quartiers alaouites furent pris pour cible par les rebelles qui, faute de pouvoir les investir, les harcelaient quotidiennement. Le but étant de chasser la population alaouite de Homs, car assimilée au système Assad. Au début de la révolte, le régime n'a pas réagi, laissant les rebelles investir la ville. Puis, en février 2012, il donna l'assaut au quartier de Bab Amer après un bombardement de plusieurs semaines. L'essentiel des 40,000 habitants de ce quartier avait progressivement déserté. Face à la puissance de la quatrième division dirigée par Maher el Assad, l'unité d'élite de l'armée syrienne, les rebelles ne purent que s'incliner et abandonner le quartier le 1<sup>er</sup> mars 2012<sup>13</sup>.

On peut s'interroger sur la stratégie du régime à l'égard de la révolte à Homs ? Pourquoi a-t-il attendu plusieurs mois avant de réagir, n'en avait-il pas les moyens militaires ou bien a-t-il volontairement laissé pourrir la situation ? La stratégie de la contre-insurrection consiste à laisser les rebelles se faire détester par les populations par leurs réquisitions, le danger qu'ils font courir aux civils, les exactions qu'ils commettront inévitablement. Les rebelles gagnent aussi en assurance face à des troupes régulières qui ne font rien pour les déloger, ce qui les pousse à se regrouper. Il suffit alors de les attaquer, car, avec leur matériel léger et leur faible organisation, ils sont incapables de résister à une armée professionnelle. C'est ce qui est arrivé avec la chute de Bab Amer, en février 2012, qui a marqué la fin de la victoire rapide de l'insurrection et le début de la reprise en main par le régime. Toutefois, les affrontements à Homs se prolongèrent jusqu'en avril 2014, car les rebelles syriens trouvaient un terrain propice à la lutte dans le milieu urbain, mais ils se trouvaient désormais sur la défensive.

Sur le plan psychologique, le régime syrien n'aurait-il pas eu intérêt à laisser pourrir la situation à Homs, ce qui aurait pu mener à un conflit communautaire servant ses intérêts ? Il a fait croire aux Syriens qu'il était le seul à pouvoir assurer la sécurité du pays, en les effrayant avec le spectre d'un scénario irakien. De nombreux Syriens, notamment la majorité silencieuse, ont renoncé à leurs exigences politiques, préférant assurer leur sécurité. Cependant, cette situation a entraîné une polarisation progressive au sein de la communauté musulmane sunnite, rendant toute conciliation pratiquement irréalisable. Quant aux minorités, qui craignent l'hégémonie des

---

<sup>13</sup> <http://www.france24.com/fr/20120302-syrie-homs-baba-amr-consequences-scenario-bachar-al-assad-armee-pouvoir-opposition->

sunnites, elles n'eurent d'autre alternative que de se ranger derrière le régime baathiste, mais leur poids démographique n'en faisait plus un pilier solide.

Il est important de noter que la proportion des minorités religieuses en Syrie a considérablement diminué depuis l'indépendance. Les chrétiens, qui comptaient pour 20 % de la population en 1947, ne représentaient plus que 10 % en 1980 et seulement 5 % au début du conflit (et environ 1 % aujourd'hui). Les alaouites ont également vu leur poids diminuer, passant de 20 % en 1947 à 15 % en 1980 et 10 % en 2011. À l'indépendance de la Syrie, les minorités religieuses représentaient presque la moitié de la population. Elles formaient un tiers de la population en 1980 et un cinquième en 2011. Cette évolution s'explique par une baisse plus rapide de la fécondité dans les communautés chiites et chrétiennes que dans la communauté musulmane. Pour les chrétiens, on peut ajouter une plus grande tendance à l'émigration grâce aux réseaux occidentaux, ainsi qu'une marginalisation au sein d'une société dominée par l'islam. La chute de la natalité fut des plus spectaculaire dans la communauté alaouite à partir des années 1970 grâce à la politique de développement<sup>14</sup> dont ils bénéficièrent de la part du régime baathiste en tant que communauté du pouvoir. L'objectif d'Hafez el-Assad était de faire des alaouites un groupe unifié et dévoué à sa cause. Il ne pouvait pas se contenter d'une armée. Il devait aussi avoir des cadres administratifs. Il a donc encouragé l'éducation dans les régions alaouites. Cela répondait également à un souhait de la population, qui voyait là une occasion de promotion sociale. Le processus fonctionna au-delà des espérances, mais la conséquence fut que la fécondité diminua rapidement en raison du haut niveau d'éducation des femmes. Ce phénomène causa des difficultés de recrutement pendant la guerre. Il entraîne maintenant, à cause du déficit d'hommes, des problèmes concernant la reproduction de la communauté.

Au début du conflit, le régime a massivement recruté dans la communauté alaouite pour assurer sa défense. En effet, les sunnites avaient déserté en masse. De plus, les Ismaéliens et les Druzes refusaient de servir dans l'armée hors de leur territoire, ou encore dans les milices locales de la Défense nationale, une organisation paramilitaire créée pour enrôler les civils. La montagne alaouite est ornée de portraits de soldats morts au combat, chaque localité possédant son propre « mur des martyrs » (dédié aux morts au combat), avec des dalles blanches pour accueillir les nouveaux noms. Cette communauté a perdu un quart de ses hommes âgés de 20 à 50 ans,

---

<sup>14</sup> Fabrice Balanche, “‘Go to Damascus, my son’: Alawi Demographic Shifts under Ba’ath Party Rule”, in *The Alawis of Syria: War, Faith and Politics in the Levant*, Michael Kerr (ed.), Craig Larkin (ed.), Oxford University Press, 2015

principalement dans les villages de montagne, où les jeunes hommes étaient davantage recherchés en raison de leur bravoure au combat. Au moment de l'effondrement du régime, la communauté alaouite était exsangue. Pendant de nombreuses années, elle a été incapable de fournir les régiments nécessaires à Bachar al-Assad pour qu'il conserve son pouvoir. Il ne pouvait compter que sur les 50 000 miliciens chiites fournis par l'Iran, car les conscrits sunnites ne se montraient pas très fiables. De plus, son attitude prédatrice et sa morgue envers la population ont fait qu'il n'a trouvé que peu de personnes prêtes à se battre pour lui à la veille de sa chute.

### **La Syrie est au centre de l'arc de crises**

La Syrie s'est rapidement retrouvée au cœur d'une compétition internationale opposant l'Occident à l'axe eurasiatique en formation (Russie, Chine et Iran). Après l'intervention militaire en Libye en 2011-2012, la Russie a juré de ne plus jamais permettre aux Occidentaux de pratiquer le « regime change ». Par conséquent, elle a tout mis en œuvre pour protéger le régime de Bachar al-Assad d'une opération militaire justifiée par le chapitre VII de la Charte des Nations Unies, comme celle qui a conduit à la chute de Mouamar Khadhi. Même l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien en août 2013 dans la banlieue de Damas, entraînant la mort de centaines de civils, ne parvint pas à la faire changer d'avis.

La Russie a trouvé des intérêts stratégiques communs avec l'Iran en Syrie, qui cherchait à établir un axe vers la Méditerranée. À partir de 2015, la Russie a dû intervenir directement en Syrie en raison de l'avancée des rebelles soutenus par l'Occident, la Turquie et les monarchies pétrolières du Golfe, qui menaçaient gravement le régime de Bachar al-Assad. Faute d'une intervention militaire directe, que Barack Obama refusait après huit ans de présence américaine en Irak, Paris, Londres et Washington semblaient avoir atteint leurs objectifs grâce à une guerre de basse intensité visant à affaiblir l'armée syrienne jusqu'au point de rupture. Cependant, personne en Occident n'avait prévu l'intervention russe. Après une année de bombardements intenses et de tractations avec la Turquie, mécontente de voir les Occidentaux appuyer la branche syrienne du PKK dans la lutte contre Daesh, la Russie parvint à reprendre Alep et Palmyre. Ainsi, elle démontrait sa puissance militaire. En 2018, à l'exception d'Idleb, les fiefs rebelles se sont effondrés, permettant à Bachar al-Assad de contrôler les deux tiers du territoire. L'élection de Donald Trump aux États-Unis, en novembre 2016, qui souhaitait se désengager du conflit, laissait croire à une issue rapide favorable à Damas. En octobre 2019, l'entité kurde

a frôlé la défaite après le début du retrait des troupes américaines. En hiver 2020, le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) subit une offensive des forces loyalistes dans la poche d'Idleb, qui aurait dû l'anéantir sans l'intervention de la Turquie. Par la suite, le statu quo s'est maintenu dans le Nord en raison de la volonté d'Ankara de préserver ses positions militaires. Elle souhaitait l'élimination de l'entité kurde et la création d'une zone de sécurité pour se protéger des menaces terroristes à sa frontière et éviter un nouveau flux de réfugiés. La pandémie de COVID-19 a temporairement interrompu les opérations militaires. Cependant, l'invasion russe en Ukraine a contraint Moscou à adopter une attitude conciliante envers Ankara, un allié crucial pour ralentir la réaction de l'OTAN. Le conflit s'est ainsi enlisé, reléguant la Syrie au second plan des priorités russes<sup>15</sup>. Sans l'aide militaire et diplomatique de Moscou, Damas n'était pas en mesure de combattre les jihadistes à Idleb ni d'envahir le nord-est syrien, contrôlé par les Forces démocratiques syriennes (FDS) et les États-Unis. Bachar al-Assad a refusé catégoriquement d'accepter l'invitation de Vladimir Poutine de négocier avec Recep Tayep Erdogan. Il a plutôt persisté dans la certitude que le temps était de son côté et qu'après la fin de la guerre en Ukraine, la Russie l'aiderait à reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire syrien. En effet, c'est une caractéristique de l'ancien dictateur syrien de se croire indispensable à la Russie et à l'Iran. Ces deux pays avaient investi tellement en Syrie qu'il ne pouvait pas concevoir qu'ils puissent s'en retirer. Car cela signifierait une défaite pour eux. Bien qu'il n'y eût rien d'irrationnel dans son raisonnement, son intransigeance et le massacre du 7 octobre 2023 en Israël ont bouleversé les paramètres géopolitiques.

#### *Le 7 octobre 2023 constitue un tournant majeur au Proche-Orient*

L'attentat terroriste du Hamas, le 7 octobre 2023, marque un tournant au Moyen-Orient, en particulier en Syrie. Bachar al-Assad aurait pu rester au pouvoir si Israël n'avait pas lancé une attaque totale contre les intérêts iraniens au Proche-Orient. Dans un premier temps, Tsahal a visé le Hamas, qui est directement responsable du pogrom, mais son objectif principal est la chute de la République islamique d'Iran. L'armée israélienne a dû renoncer à bombarder l'Iran et a commencé par couper les tentacules qui s'étendent jusqu'à sa frontière. Le Hezbollah, avec ses milliers de missiles pointés vers Israël, était l'objectif suivant. L'offensive de l'automne 2024 a réussi à réduire sa capacité de nuisance grâce à la chute de Bachar al-Assad

---

<sup>15</sup> Fabrice Balanche, « Syrie : un conflit gelé en trompe-l'œil », *Politique étrangère*, Été(2), 161-174.

en Syrie. Le groupe terroriste libanais ne pourra plus recevoir d'armes aussi facilement que par le passé. L'axe iranien, entre Téhéran et Beyrouth, est désormais coupé.

Pour atteindre ce résultat, Israël n'a pas ménagé ses efforts contre le régime de Bachar al-Assad depuis 2021. Jusqu'à cette date, l'État hébreu s'était tenu à l'écart du conflit syrien, mais il a commencé à frapper de plus en plus intensément les cibles iraniennes et pro-iraniennes, car les transferts d'armes vers le Hezbollah se multipliaient à partir du territoire syrien. Les assurances fournies par la Russie en septembre 2015 lors de l'intervention militaire directe de Moscou et en 2018, après la reprise du Sud par le régime, n'ont pas été respectées. Le Hezbollah, les gardiens de la révolution et la 4<sup>e</sup> division de Maher al-Assad, notoirement pro-iranienne, se sont déployés dans les provinces de Deraa et de Quneitra, à la frontière du Golan, alors que Vladimir Poutine avait assuré à Benjamin Netanyahu le contraire<sup>16</sup>. Les attaques aériennes israéliennes contre la Syrie ont connu une accélération en 2021. Après le pogrom du 7 octobre, le sort de Bachar al-Assad fut probablement scellé en Israël, puisque la Syrie était devenue un protectorat iranien et que son président n'était plus qu'une marionnette manipulée par Téhéran. Cette marionnette conservait toutefois le pouvoir grâce aux 50 000 miliciens chiites que l'Iran lui avait fournis, dont 10 000 combattants du Hezbollah.

La destruction du consulat iranien à Damas, le 1er avril 2024, lors d'une réunion de l'état-major de la force al-Qods, présente en Syrie, montra qu'Israël avait franchi un palier. C'était la première fois qu'elle attaquait une représentation diplomatique. Cela provoqua un tir nourri de missiles depuis l'Iran sur l'État hébreu. Mais, ce dernier ne renonça pas à son objectif. En septembre 2024, une attaque contre le Liban a forcé les combattants du Hezbollah à se replier sur le front libanais, tandis que les milices irakiennes des Unités de la Mobilisation Populaire, bombardées par l'aviation israélienne, se sont retirées en Irak. À la fin du mois de novembre de la même année, l'armée syrienne était dans un état de désordre total en raison du départ de ces troupes d'élite. Les soldats syriens avaient combattu pendant treize longues années pour un régime prédateur et illégitime aux yeux de la communauté sunnite. Les quelques avions russes qui n'avaient pas été rapatriés sur le front ukrainien furent insuffisants pour juguler l'offensive de HTC. L'armée syrienne fut prise de panique, beaucoup d'officiers supérieurs s'enfuirent au Liban, abandonnant leurs hommes. Les sunnites se rallièrent aux insurgés, tandis que les alaouites se dirigèrent vers leur montagne sacrée. On aurait pu s'attendre à ce qu'ils construisent

---

<sup>16</sup> Fabrice Balanche, *Les leçons de la crise syrienne*, Paris, Odile Jacob, mars 2024.

une sorte de bunker dans la région côtière. Cependant, cela n'aurait été possible que si les troupes alaouites avaient pu se replier en bon ordre vers la côte et si un leader avait organisé la résistance. Or, Bachar al-Assad était parti à Moscou.

### *Une nouvelle assabiyya venue d'Idleb*

Le 8 décembre 2024, le redoutable chef jihadiste Abou Mohamed al-Jolani, désormais connu sous le nom d'Ahmad al-Charaa, fit son entrée triomphale dans Damas, s'emparant de la ville presque sans résistance. Il reçut le transfert officiel du pouvoir de l'ancien Premier ministre de Bachar al-Assad, Mohamed Ghazi al-Jalili, pour une période de trois mois. Le 29 janvier 2025, il s'impose réellement comme le chef de l'État devant un parterre de chefs militaires issus de sa coalition et de l'Armée nationale syrienne (ANS) pro-turque. Toutefois, on ne vit pas Ahmad al-Awda, le leader des rebelles du sud, ni les chefs des milices druzes, ni les FDS du nord-est. Cette rencontre se concentrait uniquement sur la coalition formée par HTC et ses alliés. Ahmad al-Charaa a annoncé un processus constitutionnel et des élections pour les cinq prochaines années, mettant l'accent sur la reconstruction et l'unité nationale. Le dialogue national, qui devait servir de base à une Assemblée constituante, a été organisé les 24 et 25 février 2025. Il s'est révélé être un monologue dans lequel Ahmad al-Charaa a simplement donné ses directives. Le 13 mars, la Déclaration constitutionnelle a confirmé que le nouveau régime serait centralisé, autoritaire et axé sur sa personne. Ce dernier a ainsi obtenu les fonctions de chef d'État et de chef de gouvernement. Il s'appuie sur un Conseil de sécurité qui domine les ministres, qui ne sont que des exécutants, tout comme sous le régime baasiste. En outre, un Comité de la charia a été établi pour approuver tous les décrets émanant de l'exécutif.

La plupart des membres du personnel politique et militaire proviennent de la province d'Idleb, que ce soit des personnes originaires de cette région ou ayant cherché refuge pendant le conflit. Idleb est devenue un foyer de résistance nationale, avec l'émergence d'une force unifiée composée d'hommes provenant de diverses régions du pays et intégrés à la HTC. Ahmad al-Charaa peut compter sur leur dévouement pour consolider son autorité. Il est juste de dire qu'un groupe de solidarité (*assabiyya*) s'est formé à Idleb, avec pour objectif de prendre le pouvoir. Ses membres, qui incluent les chefs militaires, les gouverneurs de province et les directeurs de l'administration, ont tous des origines à Idleb. Depuis décembre 2024, ils ont retrouvé leurs lieux d'origine avec leurs nouvelles responsabilités. Cela facilite la communication avec la

population locale et la résolution de problèmes urgents tels que l'expulsion illégale de personnes de leur logement et la restitution des biens confisqués à leur propriétaire légitime.

La priorité d'Ahmad al-Charaa est de mettre fin aux sanctions économiques imposées à la Syrie et à la HTC (officiellement dissoute en janvier 2025), afin de bénéficier d'une aide pour reconstruire le pays et ainsi consolider son pouvoir. Pour ce faire, il consacre la majeure partie de son temps à rencontrer des diplomates et des journalistes pour se montrer sous son meilleur jour. Lui et son ministre des Affaires étrangères, Assad al-Chibani, multiplient les visites pour démontrer qu'ils ont tourné la page de leurs activités djihadistes. Ainsi, le président français, Emmanuel Macron, accepte de rencontrer Ahmad al-Charaa, le 7 mai 2025, lors d'une réception officielle<sup>17</sup>. La France veut jouer un rôle majeur dans la reconstruction du pays. L'Élysée a donc essayé de persuader les Européens les plus sceptiques, comme la Grèce et Chypre, de lui faire confiance. Cet échange de services avec le Qatar rappelle la coopération anti-Assad qui unissait les deux pays au début de la crise syrienne en 2011.

### *Les risques d'une fragmentation territoriale*

Le 4 mars 2025, les forces de HTC ont lancé une attaque meurtrière à l'artillerie lourde contre le quartier alaouite de Daatour, dans la banlieue nord de Lattaquié. Le lendemain, le village de Dalyeh, un lieu saint de la spiritualité alaouite, fut bombardé par des hélicoptères. Le 6 mai, des milices islamistes avançaient vers la montagne lorsqu'elles furent attaquées par la « Résistance populaire syrienne », une milice alaouite dirigée par Miqdad al-Fatiha, un ancien commandant de la Garde républicaine. Damas a qualifié cette action de soulèvement en faveur d'Al-Assad et a envoyé ses forces pour combattre les alaouites. Selon les informations, environ 2000 personnes, majoritairement des civils, ont perdu la vie. L'accumulation de massacres dans la plaine côtière, entre Baniyas et Lattaquié, démontre que les nouvelles autorités ne pouvaient pas ignorer ce qui se passait sous leurs yeux. Par conséquent, les milices non officielles ont agi avec la complicité ou, tout au moins, avec la tolérance des forces de sécurité d'Ahmad al-Sharaa.

---

<sup>17</sup> Maillot Hugues, « Al-Charaa en visite à Paris : Les Européens se laissent bernier parce qu'ils prennent leurs rêves pour des réalités », *Le Figaro*, 6 mai 2025, <https://www.lefigaro.fr/international/al-charaa-en-visite-a-paris-les-europeens-se-laissent-berner-parce-qu-ils-prennent-leurs-reves-pour-des-realites-20250506>

En avril 2025, les communautés druzes furent menacées par HTC, qui tenta de conquérir les villes druzes et chrétiennes du sud de Damas, défendues par des milices locales. De plus, une attaque a été lancée contre la ville de Soueida, à partir de la province de Deraa. Toutefois, l'aviation israélienne intervint en effectuant des frappes aériennes, y compris près du palais présidentiel, forçant Ahmad al-Sharaa à retirer ses troupes et à négocier un statut d'autonomie pour les territoires des druzes. Maintenant, ils sont partagés quant au fait de chercher refuge auprès d'Israël ou de faire confiance aux promesses d'inclusion du nouveau régime. C'est le même dilemme pour l'ensemble des minorités qui craignent pour leur avenir en Syrie, où la République islamique est en train de s'installer : doivent-elles se soumettre, partir ou devenir autonomes, comme les Kurdes ?

Le 10 mars 2025, Mazloun Abdi, le chef des FDS, signa un accord avec Ahmad al-Charaa dans lequel il est convenu qu'une intégration future de l'Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES) sera envisagée. Cet accord constitue en fait une manœuvre du général kurde visant à gagner du temps. Il espère ainsi que le projet politique du nouvel homme fort de Damas échouera et que les populations arabes du nord-est seront moins désireuses de le rejoindre. Lors de la réunion du Congrès de Qamichli, le 26 avril 2025, les partis kurdes ont manifesté leur intention de préserver leur autonomie. Toutefois, cela dépendra de l'aide militaire que les États-Unis pourront leur apporter. En effet, le corps expéditionnaire américain (environ 2 000 soldats) a entamé son retrait au printemps 2025 et a commencé à quitter des bases, en particulier celles de la région de Deir al-Zor. Leur objectif est de conserver une seule base, celle de Rmeilan. Cela inquiète les autorités kurdes qui craignent d'être complètement abandonnées par Washington. Car cela signifierait la fin de leur autonomie<sup>18</sup>.

En février 2025, l'Europe a commencé à assouplir les sanctions imposées à la Syrie dans le but de revitaliser son économie. Toutefois, les États-Unis se montraient réticents, mais le président Donald Trump (en fonction depuis janvier 2025) a finalement décidé, le 13 mai, au cours d'une visite en Arabie saoudite, de les abroger complètement. Or, ce sont les États-Unis qui possèdent les clés pour qu'on réintègre la Syrie au système économique mondial, notamment via le système SWIFT (la gestion des transactions financières internationales). Une fois les sanctions levées, le régime d'Ahmad al-Charaa pourra obtenir une aide substantielle des bailleurs

---

<sup>18</sup> Fabrice Balanche, « Syrie et Irak : les autonomies kurdes menacées », *Le Grand Continent*, 13 février 2023

étrangers et tenter de faire revenir les hommes d'affaires syriens. Donald Trump semble indifférent à ce qui se passe. Il a félicité Recep Tayyip Erdogan pour ses succès en Syrie et est prêt à le laisser gérer le pays en collaboration avec l'Arabie saoudite, à condition que la sécurité d'Israël soit assurée. Les anciens alliés du régime Al-Assad, la Russie et l'Iran, semblent être hors-jeu. Moscou cherche à conclure un accord pour protéger ses bases de Tartous et de Hmeimim en janvier 2025. Cependant, les pourparlers ont échoué, Damas réclamant l'extradition du dirigeant. Téhéran, quant à lui, a rompu toute relation. Le projet centralisateur et islamiste d'Ahmad al-Charaa suscite l'opposition des minorités et des populations habituées à une autonomie *de facto*. Bien que la plupart des Syriens aspirent à la restauration de la sécurité, les chefs de guerre et les miliciens, qui tirent profit du chaos actuel, s'y opposent farouchement. Le pays se trouve dans un état déplorable, nécessitant une aide économique considérable pour relancer son économie. À défaut, la frustration pourrait déclencher un nouveau cycle de violence. Si la Syrie parvient à éviter le scénario libyen, la crise prendra beaucoup de temps à se résoudre.